

Par e-mail : <https://www.courrierinternational.com/article/opinion-israel-est-devenu-la-plus-brutale-des-brutes>

Opinion. “Israël est devenu la plus brutale des brutes”

Érosion du soutien de l’opinion en Occident, voix dissonantes au sein de la diaspora juive et rupture actée avec Joe Biden... Les réactions à la violence de la guerre à Gaza se multiplient. Et elles annoncent une défaite stratégique pour l’État hébreu, estime le rédacteur en chef de ce site panarabe.

28 mars 2024

Soixante-quinze années durant [depuis la création de l’État hébreu, en 1948], le monde occidental est resté indifférent. Mais cette guerre oblige les soutiens occidentaux d’Israël à voir en face toute l’horreur des crimes commis dans le cadre d’une campagne militaire qu’ils qualifiaient de “*juste*” il y a cinq mois. Même un progressiste comme Bernie Sanders, critique envers Israël, a déclaré il y a cinq mois que la guerre contre le Hamas était légitime.

Mais le degré de brutalité et de jubilation dont font preuve les soldats israéliens en se livrant à leurs massacres quotidiens ; la politique de famine à Gaza puis le largage de tracts en arabe demandant aux Palestiniens de nourrir les nécessiteux ; le massacre de 400 personnes qui attendaient d’être aidées [selon les chiffres du gouvernement de Gaza, sous l’autorité du Hamas] puis la promesse d’inonder Gaza d’aide : tous ces faits sont trop graves pour être simplement mis sous le tapis lorsque la guerre sera terminée.

Un Rubicon a été franchi. Avec cette guerre, Israël a atteint le dessus du panier des États parias. Il est devenu la plus brutale des brutes. Pardonner est impossible. On ne peut ni justifier l’opération à Gaza ni faire valoir quelque contexte que ce soit : toute cette campagne est une atrocité.

“Pas en mon nom”

En agissant comme il le fait, Israël est devenu non pas le foyer d’un peuple harcelé et persécuté dans le monde entier depuis des millénaires, mais le Fort Knox du suprémacisme juif, héritier naturel des suprémacistes blancs. Cette évolution exerce une action transformatrice sur les Juifs du monde entier, au nom desquels ces crimes sont commis en vertu de leur passé commun.

Le cri du cœur succinct de Jonathan Glazer, le réalisateur britannique du film *La Zone d’intérêt*, lors de la cérémonie des Oscars n’est pas venu de nulle part : “*Nous nous tenons devant vous comme des hommes qui refusent que leur judéité et l’Holocauste soient détournés pour une occupation qui a causé tant de souffrances pour tant d’innocents.*”

Le même “*Pas en mon nom*” est scandé par les milliers de jeunes Juifs qui manifestent tous les week-ends à Londres pour demander l’arrêt de la guerre à Gaza. “*Je crois qu’une prise de conscience a discrètement vu le jour dans notre communauté*”, déclare Emily, une militante juive du collectif Na’amod [une organisation juive britannique qui milite contre l’occupation de la Palestine par Israël], *parce que notre mouvement ne cesse de grandir.*”

Pendant quatre-vingts ans, le consensus (international) sur l'existence, l'identité et la raison d'être d'Israël a pesé davantage dans la balance que sa démographie et sa puissance économique et militaire. Plus ce consensus faiblira, plus vite Israël perdra son influence auprès des puissances occidentales. Déjà l'addiction compulsive au soutien d'Israël mine les tentatives de l'Occident de se convaincre que l'État hébreu est une force morale, une force du bien dans le monde.

Il revient à des pays tels que l'Afrique du Sud de montrer la voie à des nations telles que la Grande-Bretagne : l'Afrique du Sud poursuivra désormais ses citoyens qui auront combattu pour l'armée israélienne.

L'érosion prendra du temps, mais après ce qui s'est passé à Gaza l'emprise d'Israël sur tous les grands partis politiques occidentaux est loin d'être garantie à l'avenir. Israël ne sera plus en position de dicter la définition de l'antisémitisme ni de garantir les fonds dont ont besoin les politiciens occidentaux en quête de pouvoir.

L'opposition des intellectuels juifs à Israël est forte, et elle se fait entendre. On ne peut pas la qualifier de "marginale". Israël commence à perdre son statut de porte-parole de tous les Juifs du monde.

Dissensions internes

Les efforts de Benyamin Nétanyahou pour que cette guerre dure le plus longtemps possible ne sont pas soutenus de l'intérieur. Deux membres importants du cabinet de guerre israélien se sont opposés publiquement à la volonté du Premier ministre. Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, a ouvert le bal en annonçant qu'il ne soumettrait le prochain projet de loi militaire que si le Parti de l'unité nationale, présidé par le député [d'opposition] Benny Gantz, donne son accord pour résoudre la question de l'exemption de conscription pour les élèves des yeshivas [établissements d'enseignement talmudique].

Gallant a en quelque sorte donné à Gantz un droit de veto sur cette loi, qui conditionne le financement par le gouvernement des yeshivas, dont les étudiants refusent de rejoindre les rangs de l'armée. Si la loi ne va pas dans leur sens, les partis ultraorthodoxes pourraient quitter la coalition, ce qui entraînerait l'effondrement du gouvernement.

Le deuxième acte de défiance est venu de Gantz : il a effectué des déplacements aux États-Unis et en Grande-Bretagne sans l'aval du Premier ministre, qui a ordonné à ses ambassades dans ces pays de ne pas assister Gantz dans sa visite.

Le troisième camouflet infligé à Nétanyahou en l'espace d'autant de semaines a été la déclaration du rabbin sépharade Yitzhak Yosef, qui a prévenu que si le gouvernement imposait aux *haredim* de servir dans l'armée, ceux-ci quitteraient massivement le pays.

Le chef de guerre Nétanyahou a de moins en moins d'autorité en Israël pour livrer la bataille à laquelle il aspire. Le rapport de force entre Israël et le Hamas n'est pas non plus aussi clair qu'il n'y paraît à première vue.

Une rupture actée avec Biden

La faiblesse de Nétanyahou a de profondes répercussions sur les élites politiques occidentales qui ont soutenu et armé l'État hébreu. La rupture entre le président américain et le Premier ministre israélien est aujourd'hui actée. Joe Biden, qui clamait-il y a cinq mois qu'Israël avait le droit de se

défendre, affirme aujourd'hui qu'Israël ne peut pas tuer 30 000 Palestiniens de plus au nom de la légitime défense.

Je ne crois pas que Joe Biden ait radicalement changé d'avis ni qu'il ait soudain ouvert les yeux. À chaque étape de la campagne militaire israélienne, les membres du gouvernement américain étaient parfaitement informés de ce qui se passait sur le terrain à Gaza.

Mise en garde américaine

Une chose est sûre : le ton a délibérément changé. Le chef de file de la majorité au Sénat américain, Chuck Schumer, qui est également le plus haut responsable juif aux États-Unis, a crié à pleins poumons son soutien à Israël après l'attaque du Hamas il y a cinq mois. Jeudi [14 mars], il a averti l'État hébreu que sa pérennité était en jeu s'il perdait le soutien international.

Il a accusé Benyamin Nétanyahou de faire passer sa survie politique avant l'intérêt supérieur de son pays, et d'avoir été *“trop disposé à tolérer le lourd bilan humain subi par Gaza, qui entraîne le soutien international envers Israël vers des niveaux historiquement bas”*. *“Israël ne peut pas survivre s'il devient un paria”*, a-t-il assené.

La perte du soutien de l'opinion publique en Occident, les accusations de génocide portées devant la Cour internationale de justice, l'érosion du consensus au sein du peuple juif et la nervosité des partenaires financiers de l'État hébreu sont autant d'éléments qui laissent présager une défaite stratégique pour Israël.

Même si la guerre cesse aujourd'hui, le prix qu'Israël aura payé pour réoccuper Gaza sera plus élevé que ce qu'il pensait il y a cinq mois. Cela, il ne s'en est pas encore rendu compte. Il le fera.